

*Les ministres des finances, les gouverneurs des Banques centrales et les présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis le vendredi 4 avril 2014 à Malabo, sous la présidence de M. Marcelino OWONO EDU, ministre des finances et du budget de la Guinée équatoriale. M. Vicente EHATE TOMI, Premier ministre de la Guinée équatoriale, a ouvert les travaux.*

Les participants ont échangé sur la situation économique des pays africains membres de la Zone franc. Ils se sont félicités de l'orientation favorable de l'activité économique au cours de l'année 2013 dans la plupart des pays de la Zone franc, malgré une conjoncture internationale atone. Ainsi, la croissance est restée élevée dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), à 5,8% contre 6,6% en 2012, soutenue par l'accroissement des investissements notamment dans le secteur des infrastructures et les bons résultats agricoles dans la plupart des Etats membres. La dynamique de croissance dans la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) a connu une décélération en 2013, avec un taux de 2,3% contre 5,5% en 2012, en raison de la contraction des investissements et de la production pétrolière, ainsi que de la crise socio-politique en République centrafricaine. Aux Comores, la croissance économique s'est établie à 3,5% en 2013 contre 3% en 2012, soutenue par la demande intérieure. Les participants ont relevé des perspectives favorables pour l'année 2014 avec une accélération de la croissance dans l'ensemble de la Zone franc qui pourrait atteindre 6,8% dans l'UEMOA, 6,1% dans la CEMAC et 3,9% aux Comores.

Les ministres, les gouverneurs et les présidents des institutions régionales ont réitéré leur engagement à accroître leurs efforts pour maintenir la croissance et améliorer la convergence des politiques macro-économiques, en portant une attention particulière à la gestion et à la soutenabilité des finances publiques ainsi qu'à la situation des arriérés de paiement.

En ce qui concerne la convergence réelle, ils ont invité les Commissions et Banques centrales à poursuivre leurs efforts pour faciliter le commerce intracommunautaire et améliorer l'intégration économique et financière ; ils ont également demandé que la libre circulation des personnes soit rendue effective entre tous les pays. Tout en relevant les progrès significatifs enregistrés en matière de climat des affaires dans certains pays membres, ils ont souligné la nécessité de maintenir une attention particulière sur ce sujet afin de renforcer le développement du secteur privé et l'attractivité internationale de la Zone franc.

Ils ont salué les travaux engagés par les Commissions pour améliorer le dispositif de surveillance multilatérale de la convergence et ont invité ces dernières à formuler les recommandations pour son approfondissement dans la perspective de la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc.

Dans la perspective de l'approfondissement de l'intégration économique régionale, les ministres, les gouverneurs et les présidents des institutions régionales ont examiné la question des politiques régionales agricoles. Une étude réalisée sur ce thème sous l'égide de la Commission de l'UEMOA montre l'importance des enjeux alimentaires, sociaux et économiques du secteur de l'agriculture et de l'agro-industrie dans les pays de la Zone franc. Leurs potentialités naturelles les

prédisposent à développer des politiques agricoles pour accroître leur production et ainsi, capter un supplément de croissance potentielle, améliorer l'emploi des jeunes et réduire la dépendance aux marchés mondiaux. L'étude souligne le rôle que doivent jouer les Unions régionales en soutenant le développement de la production et en renforçant la régulation des marchés agricoles, parfois entravés par des barrières non tarifaires et des mesures restrictives mises en place unilatéralement par certains pays. Ces conclusions ont également été soutenues par la Banque africaine de développement qui a souligné la nécessité de l'intégration régionale. Les ministres, les gouverneurs et les présidents des institutions régionales ont par ailleurs échangé autour du projet de Fonds Afrique 50, présenté par la Banque africaine de développement, destiné à accroître la mobilisation des ressources, notamment des pays africains, en faveur du financement des infrastructures. Ils ont également abordé certaines propositions économiques formulées à l'occasion du Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique des 6 et 7 décembre 2013, notamment le projet de Fondation franco-africaine pour la croissance en Afrique, destinée à stimuler la relation économique entre l'Afrique et la France et à développer le capital humain.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont échangé sur l'actualité des institutions multilatérales afin de porter des messages communs lors des prochaines réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui auront lieu du 7 au 13 avril 2014 à Washington. Ils ont appelé les pays qui n'ont pas encore ratifié la réforme de 2010 de la gouvernance du FMI à le faire rapidement.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont exprimé leur soutien affirmé à la République centrafricaine et ont salué la mobilisation de la communauté internationale et des organisations régionales africaines pour rétablir la sécurité et aider les autorités de transition à reconstruire l'économie et financer les services publics et sociaux de base. Les participants ont encouragé les initiatives visant à accompagner la stabilisation économique du pays. Ils ont à cet égard salué la réunion des donateurs du 20 janvier 2014 à Bruxelles co-présidée par l'Union européenne et la France, la réunion pour la Centrafrique de l'Union africaine le 1er février 2014 à Addis-Abeba, ainsi que la réunion de haut niveau ouvrant le 4ème sommet UE-Afrique, à Bruxelles le 2 avril dernier. Les ministres ont recommandé aux institutions financières et partenaires privilégiés de mener une réflexion pour une assistance technique à la République centrafricaine, notamment dans le domaine financier.

Les participants se sont félicités des perspectives économiques globalement favorables au Mali un an après le déclenchement des opérations militaires de stabilisation.

Enfin, ils ont souhaité des élections paisibles en Guinée-Bissau en vue d'un retour à une vie constitutionnelle normale. Ils appellent la communauté internationale à soutenir la reconstruction dans ce pays, une fois ce processus achevé.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont chaleureusement remercié les autorités équato-guinéennes pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc et pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont

accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Paris le 3 octobre 2014.